

Retour des djihadistes en Asie du Sud, le spectre de la guerre civile

Depuis la chute de l'Etat islamique en Irak puis en Syrie en 2017, la question du retour des djihadistes dans leurs pays d'origine pose question. Mais le djihadisme ne concerne pas uniquement les anciens membres de l'EI : en Tunisie, dont le contingent de ressortissants au sein de l'EI est important, M. Bhiri, ancien ministre de la justice, réclame en février 2017 l'ouverture d'une enquête judiciaire sur ces ressortissants mobilisés auprès du régime syrien.

En Asie du Sud, et plus particulièrement en Afghanistan et au Tadjikistan par ses ramifications, le redéploiement de l'EI est en effet une menace pour la gouvernance de la région par sa radicalité et sa capacité d'entraînement des autres groupes terroristes. D'autre part, le retour des brigades chiites engagées auprès du régime syrien en Afghanistan et au Tadjikistan plus marginalement, fait présager d'une situation virtuelle de guerre civile.

1. La surenchère des groupes terroristes sunnites

Depuis l'intervention de l'OTAN en Afghanistan en 2001, le conflit s'est structuré autour de la lutte entre le gouvernement soutenu par les forces occidentales et le groupe terroriste des Talibans et ses alliés.

La faiblesse de l'Etat afghan¹ – corruption, rivalité politique et blocage institutionnel - a renforcé la déstabilisation du pays en laissant une large part de la gouvernance effective de régions du pays aux Talibans (ceux-ci contrôlèrent 30 à 40 % du pays, notamment les régions rurales). Politiquement, le report des élections législatives afghanes de 2016 en 2018, à nouveau différées au 7 juillet 2018, dû à l'absence de majorité parlementaire pour voter la nouvelle loi électorale, va à l'encontre des attentes d'une classe moyenne afghane ; économiquement, au-delà du problème endémique du marché de la drogue, l'entropie du pouvoir limite ses capacités d'intervention, qui doit s'appuyer sur les investissements étrangers : la construction d'un chemin de fer entre le port d'Hairatan sur le fleuve Amou-Daria jusqu'à la frontière pakistanaise à Turkhan par un consortium chinois, estimée à 10 milliards de dollars, est considérée comme stratégique pour le développement du pays² ; socialement enfin, les Taliban sont bien implantés auprès de la population rurale.

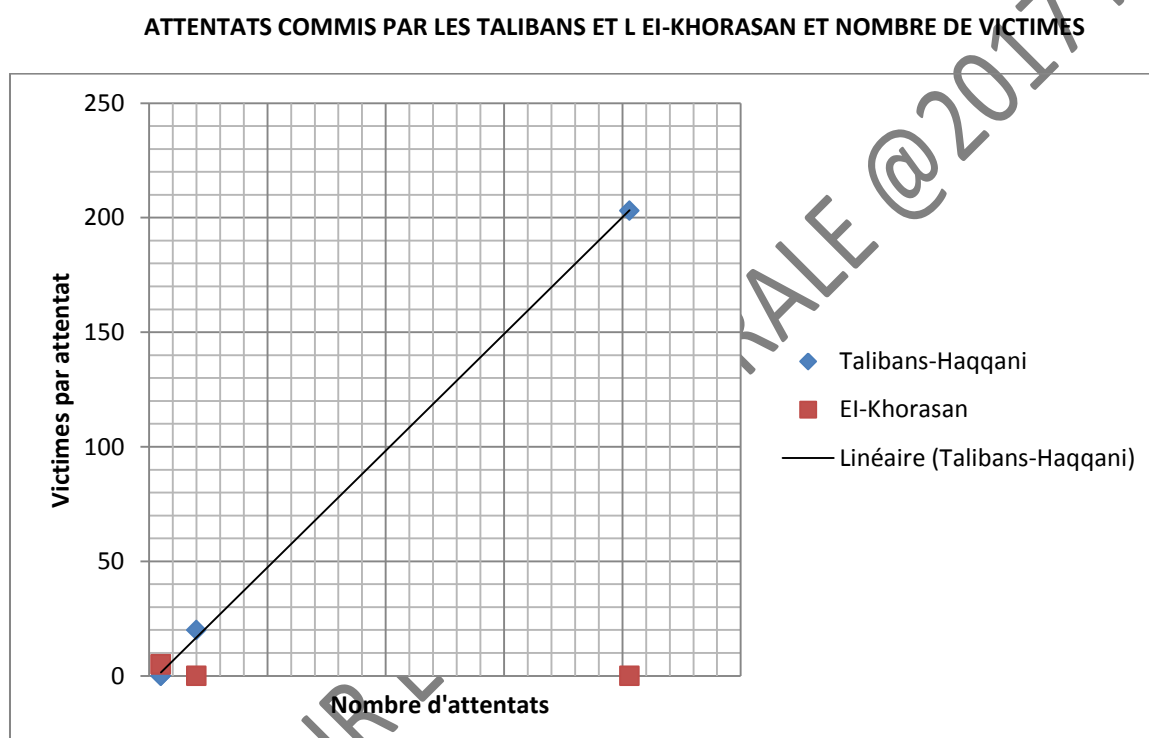
Or, l'effondrement du Califat auto-proclamé de l'Etat islamique en Irak et en Syrie en 2017 poserait désormais la question d'un recalibrage de l'implantation de ses djihadistes en Afghanistan. Certains

¹ Le gouvernement réunit une coalition autour du président afghan, pachtoune, et du premier ministre Abdullah Abdullah, tadjik.

² Voir AFP.

cadres tchétones, tadjiks, maghrébins et français auraient déjà gagné l'Afghanistan en petit nombre.

Electron libre, il cherche à recruter dans les milieux de la classe moyenne afghane plutôt éduquée, et dans les universités plus particulièrement³. L'endoctrinement salafiste viserait en effet plus spécifiquement des populations citadines et des cellules d'EI-Khorasan seraient en activité dans le sud et l'est du pays. Quoiqu'il en soit, la radicalité de ses actions favorise une surenchère des actes terroristes dans le pays : les attentats se multipliant depuis le début d'année 2018.



Attentats de janvier 2018 :

- 20 janvier : revendiqué par les talibans. Hôtel intercontinental de Kaboul, 20 morts
- 25 janvier : revendiqué par l'EI-Khorasan. ONG save the children à Jalalabad, 5 morts
- 27 janvier : revendiqué par le réseau Haqqani. Ambulance piégée dans le centre de Kaboul, 203 morts
- 28 janvier : revendiqué par l'EI-Khorasan. Académie militaire de Kaboul, 5 morts

Sur le terrain afghan, opèrent actuellement près de vingt groupes terroristes, affiliés ou non. L'avenir du Haut conseil pour la paix ouvert depuis 2010 pour négocier la paix avec les Talibans déjà largement compromis risque de symboliser l'échec face à la radicalité des actes terroristes. Pourtant, il semblerait que seule une faible minorité (entre 5% et 10%) souhaiterait le retour des Talibans au pouvoir.

³ Les Echos, 1^{er} février 2018.

Les germes de la guerre civile semblent se profiler entre la surenchère des groupes terroristes sunnites, la lutte avec le gouvernement afghan, la stratégie américaine qui se contenterait du statut quo à défaut d'un meilleur scénario, et le rôle paradoxal du Pakistan soupçonné de soutenir le réseau Haqqani. A cette situation explosive, se rajoutent en outre les djihadistes d'obédience chiite.

2. La menace des djihadistes d'obédience chiite de retour de Syrie

La survie du régime syrien depuis l'éclatement de l'insurrection est largement une conséquence directe de l'intervention russe, mais également de l'intervention indirecte iranienne, par l'envoi de mercenaires notamment. L'implication iranienne rentrait également dans un jeu de rivalité géopolitique entre l'Arabie Saoudite et la République Islamique d'Iran au Moyen-Orient.

Avec le relatif retrait du front de milliers de mercenaires chiites en Syrie suite à l'effondrement de l'Etat Islamique en Syrie et en Irak, ainsi qu'à l'effritement des groupes rebelles sunnites opposés au régime syrien (hors les kurdes), le retour de ces djihadistes se pose désormais. Et parmi eux⁴, se trouvent les brigades chiites afghanes, la brigade des Fatimides notamment (combattants chiites hazaras afghans auxquels se joignent des combattants chiites-tadjiks) fondée en 2013. Le nombre de djihadistes de ces brigades (Fatimides et Zaynabiyun) atteindrait un total de 15 000 mercenaires, bien plus que les presque 5 000 djihadistes occidentaux (maghreb compris) d'ISIS : l'encadrement iranien de ces mercenaires ayant été cependant nécessaire, dû à l'impréparation de ces troupes, incapables d'enfoncer les lignes de front, et ayant servi longtemps de chair à canon⁵.

Il peut être établi un parallèle entre les multiples groupes djihadistes d'un camp ou de l'autre : empreinte idéologique forte, jeunesse et volonté confuse de remise en cause des frontières nationales issues des partages mandataires des années 1920. Utopie contre utopie : nouvelle cité islamique contre unité arabe⁶. Les intérêts politiques de la famille régnante syrienne ont convergé avec les convictions religieuses des chiites mercenaires, basées sur le mandat religieux de défendre les sites sacrés chiites contre les sunnites⁷. Certains experts avancent des motivations pécuniaires ou sociales (obtenir un visa de travail ou un permis de résidence en Iran pour les réfugiés afghans en Iran)⁸ mais la présence de vidéos sur les réseaux sociaux montrant les combattants de ces brigades en train de réciter la Fatiha, la première sourate du Coran, corrobore la thèse idéologique des motivations avancées⁹. De plus, l'épisode des dizaines de milliers d'indiens chiites ayant souhaité obtenir des visas pour l'Irak pour défendre Karbala et Najaf lorsque l'Etat islamique s'en rapprochait

⁴ A noter qu'il existe des djihadistes sunnites, minoritaires, qui ont combattu et combattent encore dans les rangs du régime syrien, comme la garde nationaliste arabe par exemple (GNA).

⁵ Un commandant de la brigade, Zohair Mojahed, affirme 2000 tués dans ses rangs, AFP, 6 janvier 2018.

⁶ Nationalinterest.org, « Shia in Syria », octobre 2016.

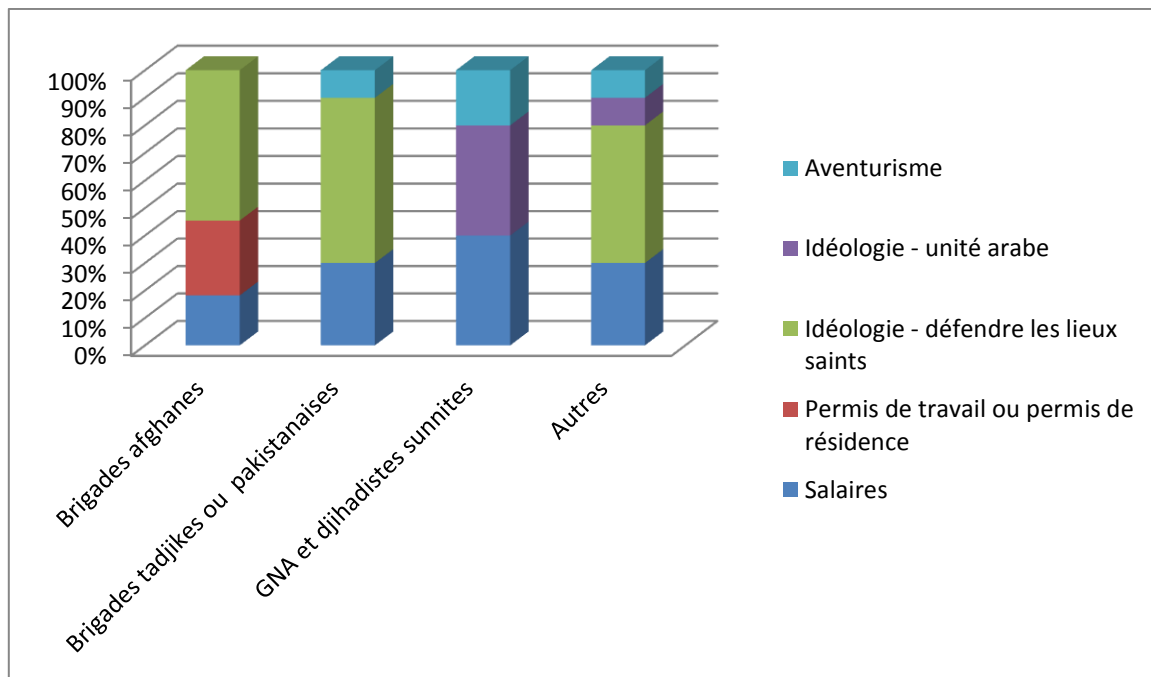
⁷ C'est à Damas que se trouve le tombeau de la petite fille du prophète Mahomet (Sayyida Zaynab).

⁸ Wall street Journal, « Afghans from Iran forced to go to Syria » décembre 2017.

⁹ Les salaires offerts dans ces brigades chiites sont inférieures de 4 fois à ceux offerts par l'Etat Islamique.

en 2014 est un autre exemple de la motivation idéologique des mercenaires chiites combattants en Irak-Syrie¹⁰.

MOTIVATIONS DES DJIHADISTES ENGAGES AUPRES DU REGIME SYRIEN



Le prosélytisme iranien en Asie du Sud s'est largement développé, profitant de l'appel d'air de la guerre en Syrie pour le recrutement de mercenaires chiites : de nombreux sites sur internet en langue urdu sont utilisés pour recruter des chiites du Tadjikistan et du Pakistan, volontaires au djihad¹¹. L'implantation s'est concrétisée par la construction d'écoles religieuses ouvertes en Asie du Sud depuis 2011 financées par l'Iran, par l'ouverture de bureaux de liaison du Hezbollah au Pakistan et en Afghanistan. Des initiatives populaires dans les villages ont également été organisées - politiques contre le sionisme mais aussi contre le wahhabisme saoudien : ce genre d'initiative a cependant eu plus de succès au Moyen-Orient qu'en Asie du Sud.

Avec le retour dans leur pays des djihadistes chiites (même s'il est probable que le Hezbollah capte une partie des combattants sur ses terrains d'action au Proche-Orient), la question de l'influence iranienne en Afghanistan et au Pakistan devra se poser. La formation de task forces entraînées et endoctrinées déployables dans sa zone d'influence du Liban aux zones de peuplement chiite d'Asie du Sud a fait l'objet de récriminations officielles de la part des Etats-Unis et de pays occidentaux :

¹⁰ Ibtimes.uk, juin 2014.

¹¹ Telegraph.co.uk, février 2015.

c'est le sens qu'il faut donner aux paroles prononcées par le ministre des affaires étrangères français, Le Drian¹².

Dans un contexte très difficile (redéploiement de l'Etat islamique-Khorasan, Talibans se radicalisant, attentisme américain et gouvernements afghan et pakistanais minés par leurs incapacités respectives), la rivalité sectaire entre sunnite et chiite, à l'image du Pakistan déchiré dans les années 1980 par les antagonismes religieux, est à craindre¹³. D'autant que malgré le désir de l'Iran de contrôler ses unités de mercenaires une fois rentré au pays, il est peu probable que les liens ne se distendent pas.

REGARDS SUR L'ASIE CENTRALE @2017 RSAC

¹² « No to Iran mediterranean axis », Reuteurs, 12 décembre 2017.

¹³ Nationalinterest.org, « Shia in Syria », octobre 2016.